

CONV 128/02

WG IV 3

**NOTE**

---

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail IV sur les parlements nationaux
Objet:	Note de synthèse de la réunion tenue le 26 juin 2002

---

**I. Questions de procédure**

1. Un service d'interprétation est assuré pour l'anglais et le français.
2. Le Secrétariat fournira un compte rendu succinct de chaque réunion qui sera diffusé sous la cote CONV et publié sur le site Internet de la Convention, où des rubriques ont été créées pour chacun des groupes de travail.
3. Les membres sont invités à présenter au groupe, par écrit, de brèves contributions (de deux à trois pages), qui prendront la forme de documents de travail. En raison de ressources limitées pour la traduction, les documents ne seront en principe pas traduits. Si les membres du groupe de travail souhaitent fournir différentes versions linguistiques de leurs contributions, celles-ci seront également distribuées au groupe. Le Secrétariat diffusera les documents de travail par courrier électronique auprès des membres du groupe. Les contributions peuvent être envoyées à [verena.schubert@consilium.eu.int](mailto:verena.schubert@consilium.eu.int).
4. Les réunions sont en principe accessibles au public.
5. La liste définitive des membres du groupe de travail figure dans le document CONV 77/1/02 REV 1 du 14 juin 2002. Le document de travail 2 contient une liste des documents de la Convention particulièrement importants pour le travail du groupe. Ces deux documents ont été transmis par courrier électronique le 20 juin 2002.

## II. Mandat et programme de travail

6. La présidence a présenté le calendrier des réunions (figurant dans le document CONV 93/02 du 12 juin 2002) ainsi que le programme de travail, en soulignant la nécessité d'organiser dès que possible une réunion conjointe avec le groupe de travail I (Subsidiarité), compte tenu des liens existant entre les travaux des deux groupes.
7. La présidence a rappelé le mandat du groupe de travail (CONV 74/02) et mis en avant trois questions précises que le groupe devrait aborder; il conviendrait en effet de déterminer
  - a) comment les parlements nationaux exercent un contrôle sur leur gouvernement (examen des expériences et possibilités concernant les mécanismes nationaux de contrôle);
  - b) si les parlements nationaux pourraient/devraient jouer un rôle dans le contrôle de la subsidiarité (et s'il devrait s'agir d'un contrôle ex-ante ou ex-post); et
  - c) le rôle des parlements nationaux dans l'architecture européenne (relations et interactions entre les institutions européennes et les parlements nationaux et moyens de les améliorer).
8. Le programme de travail proposé par la présidence et approuvé par le groupe est le suivant:
  - 10 juillet (9 h 30 – 13 h 00 et 14 h 30 – 16 h 00): la réunion se tiendra en deux temps: La première partie sera consacrée à la présentation par **M. Andreas Maurer** (Stiftung Wissenschaft und Politik) d'une étude publiée récemment concernant le **rôle actuel des parlements nationaux** dans l'UE, suivie d'une discussion au sein du groupe; la deuxième partie (après-midi) permettra de mener une première discussion sur les moyens de contrôle du principe de **subsidiarité** et sur le rôle des parlements nationaux à cet égard, en vue de préparer une session conjointe avec le groupe de travail I. La Commission a été invitée à soumettre un document décrivant l'application du principe de subsidiarité et à présenter, si possible, un exposé lors de cette session.
  - 18 juillet (10 h 30 – 13 h 00): réunion conjointe avec le groupe de travail I sur la **subsidiarité** (à confirmer).
  - 11 septembre (9 h 30 – 13 h 00): présentation par les membres du groupe de travail des **expériences acquises dans le cadre de leur propre système national de contrôle**. La présidence a fait valoir que le groupe pourrait notamment juger intéressant de connaître les résultats obtenus par les systèmes scandinaves, le système français et les systèmes utilisés dans certains pays candidats.

- 19 septembre (11 h 00 – 12 h 30 et 15 h 00 – 18 h 30): interventions d'un représentant du **PE**, concernant notamment la coopération entre le PE et les parlements nationaux, et de la **Commission**, y compris des informations transmises aux parlements nationaux (protocole au traité d'Amsterdam), et examen de propositions de modification du rôle des parlements nationaux dans l'architecture européenne.
- Le programme de travail pour les réunions suivantes n'a pas été fixé et la présidence a proposé que le groupe examine s'il serait possible de faire rapport avant la fin octobre, afin que le compte rendu ne soit pas établi trop longtemps après les réunions des autres groupes de travail.

### **III. Discussion sur le fond**

9. En ce qui concerne la subsidiarité, quelques membres ont rappelé que cette question est étroitement liée à l'image qu'ont les citoyens de l'Europe et à la difficulté, selon eux, de savoir précisément "qui fait quoi" et "qui est responsable". La distinction entre le contrôle politique et le contrôle juridique a été de nouveau mise en lumière, certains membres soulignant qu'un contrôle ex-ante revêt un caractère essentiellement politique. Quelques membres ont estimé que la responsabilité d'examiner au stade initial de la procédure la conformité d'une proposition avec le principe de subsidiarité devrait incomber au premier chef aux parlements nationaux.
10. Nombreux sont les membres du groupe qui ont jugé qu'il serait utile de comparer les expériences acquises dans le cadre des systèmes nationaux (les meilleures pratiques et les critères d'évaluation ont été mentionnés) et certains ont proposé que le groupe examine s'il existe dans le traité des possibilités d'établir des textes concernant les mécanismes nationaux de contrôle (en prenant en considération et en respectant les exigences constitutionnelles nationales).
11. En ce qui concerne le rôle des parlements nationaux dans l'architecture européenne, plusieurs membres ont préconisé d'examiner comment le flux d'informations et les contacts avec les institutions pouvaient être améliorés, y compris pour ce qui est de l'application du protocole d'Amsterdam (il a été signalé que le site Internet de la COSAC contient des informations précieuses en la matière). Certains membres se sont prononcés contre la création de nouvelles institutions, tandis que d'autres ont fait observer que le groupe devrait avoir une attitude novatrice. Il a aussi été proposé que le groupe veille également à favoriser les contacts entre les membres du Parlement européen et les membres des différents parlements au niveau national.

#### **IV. Préparation de la prochaine réunion**

12. Les membres sont invités à présenter de brèves contributions (documents de travail de deux à trois pages) exposant leur point de vue sur les méthodes de contrôle du principe de subsidiarité ainsi que de courtes contributions séparées sur les systèmes nationaux de contrôle. Il serait souhaitable que celles-ci mettent également en évidence les contacts/échanges systématiques existant éventuellement entre les membres du Parlement européen du pays concerné et les députés nationaux.
  13. La Commission est invitée à présenter un document de travail décrivant les procédures utilisées par la Commission pour appliquer le principe de subsidiarité.
  14. Avant la réunion, le Secrétariat diffusera une synthèse établie par M. Maurer concernant son rapport de recherche sur les parlements nationaux.
-